



TRANSAT A.T. INC.
TROISIÈME RAPPORT TRIMESTRIEL
Période terminée le 31 juillet 2016

Relations avec les investisseurs
M. Denis Pétrin
Chef de la direction financière
relationsinvestisseurs@transat.com

Symbole boursier
TSX: TRZ

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre clos le 31 juillet 2016, par rapport au trimestre clos le 31 juillet 2015 et doit être lu avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 octobre 2015, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2015, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du troisième trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2015. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 7 septembre 2016. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre clos le 31 juillet 2016 et la notice annuelle pour l'exercice clos le 31 octobre 2015.

Nos états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financières (« IFRS »). Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non normalisées selon les IFRS. Se référer à la section Mesures financières non normalisées selon les IFRS pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « Société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la Société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la Société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la Société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant :

- La perspective selon laquelle la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.
- La perspective selon laquelle la Société prévoit une baisse des charges d'exploitation de 4,6 % sur le marché transatlantique et une hausse de 3,8 % sur le marché des destinations soleil pour le deuxième semestre par rapport à l'année dernière.
- La perspective selon laquelle la Société prévoit au quatrième trimestre des résultats globaux inférieurs à ceux de l'an dernier.

En faisant ces déclarations, la Société a supposé, entre autres, que les voyageurs continueront de voyager, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement pour l'exercice complet et que les prix du carburant, les taux de change, les coûts d'hôtels et autres coûts terrestres demeureront stables. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La Société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la Société à cette date. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les IFRS. En plus des mesures financières selon les IFRS, la direction utilise d'autres mesures non normalisées selon les IFRS afin de mesurer le rendement opérationnel de la Société. Il est probable qu'on ne puisse comparer les mesures financières non normalisées selon les IFRS qu'utilise la Société avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs, ou celles utilisées par des analystes financiers puisque leurs mesures peuvent avoir des définitions différentes. Les mesures utilisées par la Société ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les IFRS.

Généralement, une mesure financière non normalisée selon les IFRS s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas calculée selon les IFRS, ni reconnue par ces dernières. La direction croit que les mesures financières non normalisées selon les IFRS sont importantes puisqu'elles permettent aux utilisateurs de nos états financiers consolidés de mieux comprendre les résultats de nos opérations récurrentes et les tendances connexes, tout en améliorant la transparence et la clarté de nos résultats opérationnels. La direction croit également que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la Société de s'acquitter de ses obligations financières.

En excluant de nos résultats les éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme et/ou qui ne reflètent pas, à notre avis, notre rendement opérationnel de la période, dont la variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, les charges de restructuration, la dépréciation du goodwill, l'amortissement et autres éléments inhabituels importants, nous croyons que notre rapport de gestion aide les utilisateurs à mieux analyser nos résultats ainsi que notre capacité à générer des flux de trésorerie opérationnels. De plus, l'utilisation de mesures non conformes aide les utilisateurs à comparer nos résultats de façon plus pertinente d'une période à l'autre ainsi qu'avec ceux d'autres entreprises de notre secteur.

Les mesures non normalisées selon les IFRS qu'utilise la Société pour mesurer le rendement opérationnel comprennent le résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée), le résultat ajusté (perte ajustée) avant charge d'impôts et le résultat net ajusté (perte nette ajustée).

La direction utilise également la dette totale et la dette totale nette pour évaluer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins futurs de liquidités et le levier financier de la Société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la Société à respecter ses engagements financiers actuels et futurs.

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société sont les suivantes :

Résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée)	Résultat d'exploitation (perte d'exploitation) avant charge d'amortissement, charge de restructuration, paiements forfaitaires liés à des conventions collectives et autres éléments inhabituels importants et incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période.
Résultat ajusté (perte ajustée) avant charge d'impôts	Résultat avant charge d'impôt (perte avant charge d'impôts) avant variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, gain (perte) à la cession d'une filiale, charge de restructuration, paiements forfaitaires liés à des conventions collectives, dépréciation d'actifs et autres éléments inhabituels importants et incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période.
Résultat net ajusté (perte nette ajustée)	Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires avant résultat net lié aux activités abandonnées, variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, gain (perte) à la cession d'une filiale, charge de restructuration, paiements forfaitaires liés à des conventions collectives, dépréciation d'actifs et autres éléments inhabituels importants et incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période, net des impôts y afférents.
Résultat net (perte nette) ajusté par action	Résultat net ajusté (perte nette ajustée) divisé par le nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation servant au calcul du résultat dilué par action.
Contrats de location simple ajustés	Charge de loyers d'aéronefs des quatre derniers trimestres multipliée par 5.
Dette totale	Dette à long terme plus le montant des contrats de location simple ajustés.
Dette totale nette	Dette totale (décrite ci-haut) moins la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les tableaux suivants présentent les rapprochements des mesures financières non normalisées avec les mesures financières les plus comparables des IFRS :

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2016 \$	2015 \$	2016 \$	2015 \$
Résultat d'exploitation	(2 990)	34 480	(57 233)	(3 059)
Paiements forfaitaires liés à une convention collective	4 200	—	4 200	—
Charge de restructuration	3 700	—	3 700	—
Amortissement	12 111	10 318	35 335	32 862
Primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période	(1 057)	—	(6 723)	—
Résultat d'exploitation ajusté	15 964	44 798	(20 721)	29 803
Résultat avant charge d'impôts	11 755	18 305	(95 064)	(17 026)
Paiements forfaitaires liés à une convention collective	4 200	—	4 200	—
Charge de restructuration	3 700	—	3 700	—
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	(13 922)	18 895	24 042	21 016
Perte sur cession d'une filiale	—	—	843	—
Dépréciation d'actifs	—	—	15 809	—
Primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période	(1 057)	—	(6 723)	—
Résultat ajusté avant charge d'impôts	4 676	37 200	(53 193)	3 990
Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires	9 439	13 067	(76 668)	(26 543)
Perte nette (résultat net) liée aux activités abandonnées	(1 735)	(9)	5 645	12 428
Paiements forfaitaires liés à une convention collective	4 200	—	4 200	—
Charge de restructuration	3 700	—	3 700	—
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	(13 922)	18 895	24 042	21 016
Perte sur cession d'une filiale	—	—	843	—
Dépréciation d'actifs	—	—	15 809	—
Primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période	(1 057)	—	(6 723)	—
Incidence fiscale	1 898	(5 067)	(10 573)	(5 635)
Résultat net ajusté	2 523	26 886	(39 725)	1 266
Résultat net ajusté	2 523	26 886	(39 725)	1 266
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du résultat dilué par action	36 678	38 496	36 925	38 630
Résultat net ajusté par action	0,07	0,70	(1,08)	0,03

	Au 31 juillet 2016	Au 31 octobre 2015
	\$	\$
Loyers d'aéronefs des quatre derniers trimestres	129 276	98 859
Multiple	5	5
Contrats de location simple ajustés	646 380	494 295
Dette à long terme	—	—
Contrats de location simple ajustés	646 380	494 295
Dette totale	646 380	494 295
Dette totale	646 380	494 295
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(470 065)	(336 423)
Dette totale nette	176 315	157 872

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2016 \$	2015 \$	Écart \$	Écart %	2016 \$	2015 \$	Écart \$	Écart %
États des résultats consolidés								
Revenus	663 591	704 844	(41 253)	(5,9)	2 277 535	2 263 946	13 589	0,6
Résultat d'exploitation ajusté ¹	15 964	44 798	(28 834)	(64,4)	(20 721)	29 803	(50 524)	(169,5)
Résultat net attribuable aux actionnaires	9 439	13 067	(3 628)	(27,8)	(76 668)	(26 543)	(50 125)	(188,8)
Résultat de base par action	0,26	0,34	(0,08)	(23,5)	(2,08)	(0,69)	(1,39)	(201,4)
Résultat dilué par action	0,26	0,34	(0,08)	(23,5)	(2,08)	(0,69)	(1,39)	(201,4)
Résultat net ajusté ¹	2 523	26 886	(24 363)	(90,6)	(39 725)	1 266	(40 991)	(3 237,7)
Résultat net ajusté par action ¹	0,07	0,70	(0,63)	(90,0)	(1,08)	0,03	(1,11)	(3 700,0)
États des flux de trésorerie consolidés								
Activités d'exploitation	52 162	69 594	(17 432)	(25,0)	217 813	266 903	(49 090)	(18,4)
Activités d'investissement	(18 089)	(4 975)	(13 114)	(263,6)	(42 774)	(39 360)	(3 414)	(8,7)
Activités de financement	(751)	(4 751)	4 000	84,2	(8 870)	(7 489)	(1 381)	(18,4)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(3 815)	(778)	(3 037)	(390,4)	(10 091)	(1 203)	(8 888)	(738,8)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	29 507	59 090	(29 583)	(50,1)	156 078	218 851	(62 773)	(28,7)
États de la situation financière consolidés								
Trésorerie et équivalents de trésorerie					470 065	336 423	133 642	39,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (courant et non courant)					246 044	412 099	(166 055)	(40,3)
					716 109	748 522	(32 413)	(4,3)
Actif total					1 568 025	1 513 764	54 261	3,6
Dette à long terme					—	—	—	—
Dette totale ¹					646 380	494 295	152 085	30,8
Dette totale nette ¹					176 315	157 872	18 443	11,7

¹ VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

APERÇU

ACTIVITÉ PRINCIPALE

Transat fait partie des plus grands voyagistes intégrés dans le monde. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyagiste, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditeur et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre principalement au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans 10 autres pays européens, directement ou par le biais d'intermédiaires, dans le cadre d'une stratégie multicanal. Transat est aussi un distributeur au détail, aussi bien en ligne que par l'entremise d'agences de voyages, dont certaines lui appartiennent. Transat a recours à de nombreuses compagnies aériennes, mais s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une proportion importante de ses besoins. Transat offre des services à destination au Canada, au Mexique, en République dominicaine et en Grèce. Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière qui possède, exploite ou gère des propriétés au Mexique, à Cuba et en République dominicaine.

VISION

Leader du voyage vacances, Transat entend poursuivre son développement en inspirant confiance aux voyageurs et en leur proposant une expérience à la fois exceptionnelle, chaleureuse et sûre. Nos clients sont notre raison d'être et le développement responsable du tourisme est notre passion. Nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

STRATÉGIE

Pour concrétiser la vision qu'elle s'est donnée, la Société entend continuer de maximiser les bénéfices de l'intégration verticale de manière ciblée, tenant compte de l'évolution de l'industrie du tourisme. À ce titre, elle a ces dernières années considérablement amélioré son efficacité au chapitre des opérations aériennes, et lancé un certain nombre d'initiatives, y compris technologiques, pour devenir plus efficace et plus performante en tant que distributeur. La stratégie prévoit également la pénétration de nouveaux marchés-sources et de nouvelles destinations, la priorité allant à des marchés où Transat est susceptible de recruter une clientèle pour ses destinations traditionnelles, afin d'augmenter son pouvoir d'achat sur lesdites destinations. En parallèle, grâce à des investissements ciblés en technologie, à des gains d'efficacité qu'elle poursuit en modifiant sa gestion interne, et à un programme d'amélioration des marges unitaires et de réduction des coûts, Transat entend améliorer son résultat d'exploitation et maintenir ou accroître ses parts de marché sur tous ses marchés. Transat constate l'importance stratégique croissante des enjeux liés au développement durable dans l'industrie du voyage vacances et dans le monde du transport aérien. Au vu et au su de cette tendance, Transat a entrepris d'adopter des pratiques d'avant-garde en matière de responsabilité d'entreprise et de tourisme durable.

Pour l'exercice 2016, les objectifs que Transat poursuit, tel que déterminés en début d'exercice, sont les suivants :

1. Mettre en œuvre une stratégie intégrée en matière de distribution et de marque, comprenant entre autres la mise en place d'une expérience de shopping en ligne bonifiée, une augmentation des ventes contrôlées, le déploiement de la marque Transat et la finalisation des projets technologiques nécessaires.
2. Améliorer la compétitivité de notre offre et augmenter la capacité sur les destinations soleil, renforcer notre présence et augmenter notre capacité sur le marché transatlantique, et poursuivre le déploiement de l'offre clubs Lookéa.
3. Réduire la perte financière de la saison hivernale et maintenir la rentabilité de la saison estivale, entre autres par la poursuite de notre programme d'amélioration des marges unitaires et de réduction des coûts, avec des gains prévus de 30 millions \$ en 2016.
4. Pénétrer un nouveau marché par voie d'acquisition et optimiser notre stratégie hôtelière, notamment quant à notre participation dans Ocean Hotels.
5. Simplifier la structure organisationnelle et optimiser le plan de gestion de la succession.
6. Obtenir le statut Partenaire de la certification Travelife.

Les principaux inducteurs de performance sont notre résultat d'exploitation ajusté, notre part de marché et la croissance de nos revenus. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie non détenue en fiducie ou autrement réservée et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 11 mai 2016, la Société a annoncé avoir reçu de TUI AG, le chef de file du tourisme dans le monde, une offre ferme pour l'achat de ses opérations de voyage en France (Transat France) et en Grèce (Tourgreece) pour une valeur d'entreprise de 54,5 millions € (79,7 millions \$), sous réserve d'ajustements liés au fonds de roulement au moment de la clôture. La transaction projetée est sujette à l'approbation des autorités réglementaires européennes en matière de concurrence. Elle était également sujette à l'obtention d'un avis consultatif du Comité d'entreprise de Transat France, comme le veut la Loi française, qui a été obtenu au cours du troisième trimestre. La clôture devrait survenir d'ici le 31 octobre 2016.

Par conséquent, au 31 juillet 2016, les actifs et les passifs de Transat France et Tourgreece ont été présentés comme détenus en vue de la vente aux états consolidés de la situation financière et leurs résultats comme activités abandonnées aux états consolidés des résultats et du résultat global. La transaction projetée n'a aucun autre impact dans les états financiers de la Société pour la période terminée le 31 juillet 2016.

La transaction projetée n'aura aucun impact sur le programme transatlantique, les opérations et le développement d'Air Transat en France ou en Europe. Transat maintient ses objectifs de croissance en tant que transporteur aérien entre l'Europe et le Canada.

Ce projet, qui découle du plan stratégique 2015-2017, met l'accent sur la croissance rentable dans les Amériques par le développement des activités de voyage, de distribution et d'hôtellerie.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2016 \$	2015 \$	Écart \$	Écart %	2016 \$	2015 \$	Écart \$	Écart %
Activités poursuivies								
Revenus	663 591	704 844	(41 253)	(5,9)	2 277 535	2 263 946	13 589	0,6
Coûts liés à la prestation de services touristiques	239 269	253 926	(14 657)	(5,8)	1 141 407	1 091 958	49 449	4,5
Salaires et avantages du personnel	90 764	86 624	4 140	4,8	267 784	246 440	21 344	8,7
Carburant d'aéronefs	99 287	130 511	(31 224)	(23,9)	235 034	326 079	(91 045)	(27,9)
Entretien d'aéronefs	53 839	37 897	15 942	42,1	130 611	109 695	20 916	19,1
Loyer d'aéronefs	31 946	24 702	7 244	29,3	102 970	72 553	30 417	41,9
Frais d'aéroports et de navigation	37 192	33 734	3 458	10,3	93 648	83 730	9 918	11,8
Commissions	12 623	13 413	(790)	(5,9)	81 495	83 951	(2 456)	(2,9)
Autres	84 106	80 804	3 302	4,1	249 227	225 603	23 624	10,5
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(2 456)	(1 565)	(891)	56,9	(10 643)	(5 866)	(4 777)	81,4
Amortissement	12 111	10 318	1 793	17,4	35 335	32 862	2 473	7,5
Éléments spéciaux	7 900	—	7 900	100,0	7 900	—	7 900	100,0
Charges d'exploitation	666 581	670 364	(3 783)	(0,6)	2 334 768	2 267 005	67 763	3,0
Résultat d'exploitation	(2 990)	34 480	(37 470)	(108,7)	(57 233)	(3 059)	(54 174)	(1 771,0)
Coûts de financement	416	437	(21)	(4,8)	1 337	1 231	106	8,6
Revenus du financement	(1 676)	(1 921)	245	(12,8)	(5 403)	(5 932)	529	(8,9)
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	(13 922)	18 895	(32 817)	(173,7)	24 042	21 016	3 026	14,4
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires non courants	437	(1 236)	1 673	135,4	1 203	(2 348)	3 551	151,2
Perte sur cession d'une filiale	—	—	—	—	843	—	843	100,0
Dépréciation d'actifs	—	—	—	—	15 809	—	15 809	100,0
Résultat avant charge d'impôts	11 755	18 305	(6 550)	(35,8)	(95 064)	(17 026)	(78 038)	(458,3)
Impôts sur les bénéfices (récupération)								
Exigibles	(2 461)	11 127	(13 588)	(122,1)	(24 280)	1 015	(25 295)	(2 492,1)
Différés	5 403	(6 633)	12 036	181,5	(3 739)	(7 468)	3 729	49,9
	2 942	4 494	(1 552)	(34,5)	(28 019)	(6 453)	(21 566)	(334,2)
Résultat net lié aux activités poursuivies	8 813	13 811	(4 998)	(36,2)	(67 045)	(10 573)	(56 472)	(534,1)
Activités abandonnées								
Résultat net lié aux activités abandonnées	1 735	9	1 726	s.o.	(5 645)	(12 428)	6 783	54,6
Résultat net de la période	10 548	13 820	(3 272)	(23,7)	(72 690)	(23 001)	(49 689)	(216,0)
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires	9 439	13 067	(3 628)	(27,8)	(76 668)	(26 543)	(50 125)	(188,8)
Participations ne donnant pas le contrôle	1 109	753	356	47,3	3 978	3 542	436	12,3
	10 548	13 820	(3 272)	(23,7)	(72 690)	(23 001)	(49 689)	(216,0)

REVENUS

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages (ayant pignon sur rue ou en ligne), des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016, nos revenus ont diminué de 41,3 millions \$ (5,9 %), par rapport à 2015. La diminution est principalement due à une diminution des coefficients d'occupation et des prix de vente moyens, conséquences, entre autres, de l'augmentation de la capacité globale de 15 % sur le marché transatlantique. La baisse des cours du carburant a aussi contribué à la baisse des prix de vente moyens. Sur le marché transatlantique, nous avons augmenté notre offre de produits de 5,0 %, alors que sur le marché des destinations soleil, nous l'avons diminuée de 2,2 %. De plus, la hausse des activités de notre voyageur réceptif au Canada a contribué à la hausse globale du nombre de voyageurs de 2,8 % sur l'ensemble de nos marchés.

Pour la période de neuf mois, nos revenus ont augmenté de 13,6 millions \$ (0,6 %). L'augmentation de nos revenus découle de notre saison d'hiver au cours de laquelle nous avons enregistré une augmentation globale du nombre de voyageurs de 5,9 % sur l'ensemble de nos marchés ainsi qu'une hausse des prix de vente moyens des produits de type forfait sur le marché des destinations soleil, notre principal marché pour cette période.

CHARGES D'EXPLOITATION

Nos charges d'exploitation totales ont diminué de 3,8 millions \$ (0,6 %) pour le trimestre et augmenté de 67,8 millions \$ (3,0 %) pour la période de neuf mois, par rapport à 2015. Pour la période de neuf mois, l'augmentation découle principalement de notre saison d'hiver au cours de laquelle nous avons enregistré une hausse du nombre de voyageurs, alimentée par notre décision d'augmenter notre offre de produits sur le marché des destinations soleil, notre principal marché pour cette période, de 4,5 %, et de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain.

COÛTS LIÉS À LA PRESTATION DE SERVICES TOURISTIQUES

Les coûts liés à la prestation de services touristiques sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, ces coûts ont diminué de 14,7 millions \$ (5,8 %) pour le trimestre et augmenté de 49,4 millions \$ (4,5 %) pour la période de neuf mois. La diminution du trimestre résulte de la baisse de nos achats de vols auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat, une conséquence de l'ajout à notre flotte de trois Boeing 737 par rapport à l'été 2015. Pour la période de neuf mois, l'augmentation résulte de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain et de l'augmentation de notre offre de produits sur le marché des destinations soleil au cours de la saison d'hiver, lesquelles ont été atténués par la diminution des coûts des chambres d'hôtels.

SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 4,1 millions \$ (4,8 %) pour le trimestre et de 21,3 millions \$ (8,7 %) pour la période de neuf mois, comparativement à 2015. Ces augmentations découlent principalement de l'embauche de pilotes, d'agents de bord et de mécaniciens à la suite de l'ajout de Boeing 737 à notre flotte d'aéronefs et des révisions salariales annuelles.

CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a diminué de 31,2 millions \$ (23,9 %) pour le trimestre et de 91,0 millions \$ (27,9 %) pour la période de neuf mois, comparativement à 2015. Ces diminutions résultent de la baisse des indices de prix du carburant sur les marchés financiers. Or, la Société n'a pu profiter pleinement de cette baisse compte tenu de son programme de couverture des prix du carburant en place. La dépréciation du dollar par rapport au dollar américain (le carburant étant principalement payé en dollar américain), ainsi que la croissance de notre flotte par rapport à 2015, ont également contribué à freiner la baisse des coûts de carburant d'aéronefs.

ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2015, ces dépenses ont augmenté de 15,9 millions \$ (42,1 %) au cours du trimestre et de 20,9 millions \$ (19,1 %) au cours de la période de neuf mois. Ces augmentations découlent de l'affaiblissement du dollar vis-à-vis du dollar américain, de la croissance de notre flotte par rapport à 2015, ainsi que d'un bris de moteur de Boeing 737 survenu au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2016.

LOYER D'AÉRONEFS

En lien avec notre plan stratégique, nous avons mis en place au début de l'exercice 2015 une flotte d'aéronefs flexible. En plus de notre flotte permanente, cette flotte flexible nous permet, entre autres, d'opérer de façon saisonnière une flotte comptant un nombre plus élevé de Boeing 737 pendant la saison d'hiver que pendant la saison d'été.

Pour le trimestre, la flotte permanente d'Air Transat compte quatorze Airbus A330, neuf Airbus A310 et sept Boeing 737-800. De ce nombre, deux Airbus A330 et trois Boeing 737-800 sont entrés en service à l'été 2016 qui, combinés à la l'affaiblissement du dollar vis-à-vis du dollar américain, ont contribué à l'augmentation de 7,2 millions \$ (29,3 %) des loyers d'aéronefs au cours du trimestre.

Durant l'hiver 2016, la flotte permanente de la Société comptait douze Airbus A330, neuf Airbus A310 et quatre Boeing 737-800. De plus pour sa flotte flexible, la Société, bénéficiait d'ententes pour la location saisonnière de quinze Boeing 737, comparativement à 14 durant l'hiver 2015. L'ajout d'aéronefs et l'affaiblissement du dollar par rapport au dollar américain ont contribué à l'augmentation de 30,4 millions \$ (41,9 %) des loyers d'aéronefs au cours de la période de neuf mois.

FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports et les exploitants de services de navigation aérienne. Ces frais ont augmenté de 3,5 millions \$ (10,3 %) pour le trimestre et de 9,9 millions \$ (11,8 %) pour la période de neuf mois, comparativement à 2015. Ces augmentations découlent de la croissance de notre flotte par rapport à 2015 ainsi qu'à l'affaiblissement du dollar vis-à-vis du dollar américain.

COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commission a diminué de 0,8 million \$ (5,9 %) au cours du trimestre et de 2,5 millions \$ (2,9 %) au cours de la période de neuf mois, par rapport à 2015. En pourcentage de nos revenus, les commissions sont demeurées stables pour le trimestre et représentent 1,9 % de nos revenus. Pour la période de neuf mois, en pourcentage de nos revenus, les commissions ont diminué et représentent 3,6 %, comparativement à 3,7 % en 2015. Cette diminution résulte d'une baisse des revenus sur lesquels une commission est calculée.

AUTRES

Les autres frais ont augmenté de 3,3 millions \$ (4,1 %) au cours du trimestre et de 23,6 millions \$ (10,5 %) au cours de la période de neuf mois, comparativement à 2015. Ces augmentations découlent principalement d'une hausse des autres coûts aériens à la suite de la croissance de notre flotte par rapport à 2015.

QUOTE-PART DU BÉNÉFICE NET D'UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Notre quote-part du résultat net d'une entreprise associée correspond à notre quote-part du résultat net de Caribbean Investments B.V. [«CIBV»], notre entreprise en hôtellerie. Notre quote-part du résultat net d'une entreprise associée pour le troisième trimestre s'élève à 2,5 millions \$, comparativement à 1,6 million \$ pour le trimestre correspondant de 2015. Pour la période de neuf mois, la quote-part du résultat net s'est établie à 10,6 millions \$, en regard de 5,9 millions \$ en 2015. Ces augmentations découlent de la vigueur du dollar américain par rapport aux autres devises et d'une meilleure profitabilité.

AMORTISSEMENT

L'amortissement inclut l'amortissement des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles amortissables et des avantages incitatifs reportés. L'amortissement a augmenté de 1,8 million \$ au cours du troisième trimestre de 2016 et de 2,5 millions \$ au cours de la période de neuf mois, comparativement à 2015. Ces augmentations sont principalement attribuables aux additions et améliorations apportées à notre flotte d'aéronefs.

ÉLÉMENTS SPÉCIAUX

Les éléments spéciaux incluent la charge de restructuration, les paiements forfaitaires liés à des conventions collectives et les autres éléments inhabituels importants. Durant le trimestre terminé le 31 juillet 2016, des paiements forfaitaires liés au renouvellement de la convention collective avec les agents de bord de 4,2 millions \$ ont été comptabilisés, auxquels s'ajoute une charge de restructuration de 3,7 millions \$ composée de prestations de cessation d'emploi principalement en lien avec la fermeture de centres d'appels.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 3,0 millions \$ (0,5 %) au cours du trimestre, comparativement à un résultat d'exploitation de 34,5 millions \$ (4,9 %) en 2015. La diminution de notre résultat d'exploitation découle principalement de la baisse des coefficients d'occupation et des prix de vente moyens, conséquences de l'augmentation de la capacité globale sur le marché transatlantique, partiellement compensée par la baisse des coûts du carburant, dont l'effet combiné à la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain a entraîné une diminution de nos charges d'exploitation de 10,0 millions \$ pour le trimestre. Les éléments spéciaux ont également contribué à la diminution du résultat d'exploitation. La diminution du résultat d'exploitation découle aussi du marché des destinations soleil, où l'effet de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain sur les charges d'exploitation n'a été que partiellement compensé par la hausse des prix de vente moyens.

Pour la période de neuf mois, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 57,2 millions \$ (2,5 %), comparativement à 3,1 millions \$ (0,1 %) en 2015. L'augmentation de notre perte d'exploitation découle principalement des facteurs énoncés ci-haut, ainsi que de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain, dont l'effet combiné à la baisse des coûts du carburant a entraîné une augmentation de nos charges d'exploitation de 49,0 millions \$ sur les forfaits sud pour la saison d'hiver. Près de 60% de cette augmentation a été compensée par nos efforts de réduction de coûts et par l'augmentation de nos prix de vente moyens sur les forfaits sud. Enfin, pour le trimestre et la période de neuf mois, les craintes suscitées par le virus Zika, une menace de grève des pilotes d'Air Transat, un ralentissement de la demande dans l'Ouest et une concurrence accrue ont empêché une amélioration de la profitabilité.

Au cours du trimestre, nous avons affiché un résultat d'exploitation ajusté de 16,0 millions \$ (2,4 %), comparativement à 44,8 millions \$ (6,4 %) en 2015. Au cours de la période de neuf mois, nous avons affiché une perte d'exploitation ajustée de 20,7 millions \$ (0,9 %), comparativement à un résultat d'exploitation ajusté de 29,8 millions \$ (1,3 %) en 2015.

AUTRES CHARGES ET REVENUS

COÛTS DE FINANCEMENT

Les coûts de financement incluent les intérêts sur la dette à long terme et autres intérêts, les frais d'attente ainsi que les frais financiers. Les coûts de financement sont demeurés stables pour le trimestre et ont augmenté de 0,1 million \$ pour la période de neuf mois, comparativement à 2015.

REVENUS DE FINANCEMENT

Les revenus de financement ont diminué de 0,2 million \$ au cours du trimestre et de 0,5 million \$ au cours de la période de neuf mois comparativement à 2015.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES DÉRIVÉS LIÉS AU CARBURANT ET AUTRES DÉRIVÉS

La variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la Société aux fins de la gestion du risque lié à la fluctuation des prix du carburant et des taux de change. Au cours du trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs et autres dérivés a augmenté de 13,9 millions \$, comparativement à une diminution de la juste valeur de 18,9 millions \$ en 2015. Pour la période de neuf mois, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs et autres dérivés a diminué de 24,0 millions \$, comparativement à une diminution de la juste valeur de 21,0 millions \$ en 2015. Pour le trimestre, l'augmentation est attribuable à la variation favorable du dollar vis-à-vis du dollar américain en regard des dérivés de change contractés et à l'arrivée à échéance de dérivés de change, compensées en partie par la diminution de la juste valeur des dérivés liés aux achats de carburant. Pour la période de neuf mois, la diminution est attribuable à la variation défavorable du dollar vis-à-vis du dollar américain en regard des dérivés de change contractés.

PERTE (GAIN) DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES NON COURANTS

Au cours du trimestre, nous avons affiché une perte de change de 0,4 million \$ sur les éléments monétaires non courants, comparativement à un gain de change de 1,2 million \$ en 2015. Pour la période de neuf mois, nous avons affiché une perte de change de 1,2 million \$ sur les éléments monétaires non courants, comparativement à un gain de change de 2,3 millions \$ en 2015. Ces variations sont principalement attribuables à l'effet défavorable des taux de change sur nos dépôts en devises.

PERTE SUR CESSION D'UNE FILIALE

Le 1^{er} avril 2016, la Société a conclu la vente de sa filiale Travel Superstore pour une contrepartie totale en trésorerie de 0,3 million \$ et a enregistré une perte sur cession d'une filiale de 0,8 million \$.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Conformément aux méthodes comptables adoptées par la Société, les actifs intangibles à durée de vie indéterminée doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel au 30 avril. Ainsi, la Société a effectué un test de dépréciation au 30 avril 2016 afin de déterminer si la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie (UGT), pour les fins du goodwill et des marques de commerce, était supérieure à leur valeur recouvrable. À la suite de ce test, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation d'actifs de 15,8 millions \$. La charge de dépréciation est liée aux marques de commerce et découle de la mise en œuvre d'une stratégie intégrée en matière de distribution, dont la mise en place d'une nouvelle plateforme de réservation qui favorise l'achat de sièges pour les voyageurs européens directement chez notre filiale Air Transat plutôt que par le biais de nos filiales européennes, et de marque qui vise à déployer davantage la marque Transat, et ainsi diminuer l'utilisation certaines marques de commerce détenues par la Société.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur le résultat s'établit à 2,9 millions \$ au cours du troisième trimestre, comparativement à 4,5 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois, notre récupération d'impôts s'élève à 28,0 millions \$, en regard de 6,5 millions \$ en 2015. Compte non tenu de la quote-part du résultat net d'une entreprise associée, le taux d'imposition réel s'est établi à 31,6 % pour le présent trimestre et à 26,5 % pour la période de neuf mois, comparativement à 26,8 % et 28,2 % pour les périodes correspondantes de 2015. La variation des taux d'imposition pour le trimestre découle des différences de taux d'imposition statutaires par pays appliqués sur leurs résultats.

RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

En tenant compte des éléments présentés dans la section Activités consolidées, notre résultat net lié aux activités poursuivies pour le trimestre clos le 31 juillet 2016 s'est établi à 8,8 millions \$ comparativement à 13,8 millions \$ en 2015. Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires s'est élevé à 7,7 millions \$, soit 0,21 \$ par action (de base et dilué), par rapport à 13,1 millions \$, soit 0,34 \$ par action (de base et dilué) lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le troisième trimestre de 2016, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer le résultat de base par action a été de 36 571 000 (36 678 000 pour le résultat dilué par action), comparativement à 38 384 000 pour le résultat de base par action (38 496 000 pour le résultat dilué par action) pour le trimestre correspondant de 2015.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2016, nous affichons une perte nette liée aux activités poursuivies de 67,0 millions \$, comparativement à 10,6 millions \$ en 2015. La perte nette des activités poursuivies attribuable aux actionnaires s'est élevée à 71,0 millions \$, soit 1,92 \$ par action (de base et diluée), par rapport à 14,1 millions \$, soit 0,37 \$ par action (de base et diluée) lors de la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 36 925 000 pour la période de neuf mois 2016 et de 38 630 000 pour la période correspondante de 2015.

Pour le troisième trimestre, notre résultat net ajusté s'est établi à 2,5 millions \$ (0,07 \$ par action) comparativement à 26,9 millions \$ (0,70 \$ par action) en 2015. Pour la période de neuf mois, nous affichons une perte nette ajustée de 39,7 millions \$ (1,08 \$ par action) comparativement à un résultat net ajusté de 1,3 million \$ (0,03 \$ par action) en 2015.

RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Tel que mentionné dans la section Activités abandonnées, pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2016 et pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, le résultat net de nos filiales Transat France et Tourgreece, qui proviennent de ventes faites à des clients en Europe et au Canada, est présenté comme résultat net lié aux activités abandonnées.

Pour le trimestre, comparativement à 2015, les revenus de nos filiales Transat France et Tourgreece ont diminué de 1,7 million \$ (0,8 %). Cette diminution résulte d'une diminution du nombre de voyageurs de 3,0 %, en particulier en Tunisie et en Turquie dû à leur situation géopolitique, compensée en partie par l'augmentation des prix de vente moyens. Nos activités abandonnées ont affiché un résultat net de 1,7 million \$ (0,8 %), comparativement à 0,0 million \$ (0,0 %) en 2015. L'augmentation de notre résultat net découle principalement de la hausse des marges réalisées sur les produits de type circuit.

Pour la période de neuf mois, les revenus de nos filiales Transat France et Tourgreece ont augmenté de 35,1 millions \$ (7,6 %). Cette augmentation résulte d'une augmentation des prix de vente moyens, compensée en partie par une diminution du nombre de voyageurs de 2,4 %. Nos activités abandonnées ont affiché une perte nette de 5,6 millions \$ (1,1 %), comparativement à 12,4 millions \$ (2,7 %) en 2015. La diminution de notre perte nette découle principalement de la hausse des marges réalisées sur les produits de type circuit et forfait, en particulier dans les Caraïbes.

RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES

Lors du troisième trimestre, le résultat net attribuable aux actionnaires s'est élevé à 9,4 millions \$, soit 0,26 \$ par action (de base et dilué), par rapport à un résultat net attribuable aux actionnaires de 13,1 millions \$, soit 0,34 \$ par action (de base et dilué) lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Lors de la période de neuf mois, la perte nette attribuable aux actionnaires s'est élevée à 76,7 millions \$, soit 2,08 \$ par action (de base et diluée), par rapport à 26,5 millions \$, soit 0,69 \$ par action (de base et diluée) lors de la période correspondante de 2015.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les revenus affichent des hausses par rapport aux trimestres comparatifs, sauf pour l'été 2016. Pour la saison d'hiver (T1 et T2), le nombre de voyageurs est en hausse alors que les prix de vente moyens sont en baisse. Pour la saison estivale (T3 et T4), les prix de ventes moyens sont en baisse, à la suite de la baisse des prix du carburant, de l'augmentation de la capacité globale de 15 % sur le marché transatlantique, alors que le nombre de voyageurs est stable à l'été 2016, comparativement à 2015. Quant à nos résultats d'exploitation, les hausses de nos prix de vente moyens sur les forfaits sud durant l'hiver, combinées à nos efforts de réduction de coûts et d'amélioration de marge, n'ont pas été suffisantes pour compenser les effets sur nos coûts de la vigueur du dollar américain. Pour la saison estivale, la baisse des prix de vente moyens et des coefficients d'occupation n'ont été que partiellement compensés par la baisse des prix du carburant. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

Principales informations financières trimestrielles non auditées								
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T4-2014	T1-2015	T2-2015	T3-2015	T4-2015	T1-2016	T2-2016	T3-2016
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	624 330	683 951	875 151	704 844	634 004	725 723	888 221	663 591
Loyers d'aéronefs	24 856	23 167	24 684	24 702	26 306	32 275	38 749	31 946
Résultat d'exploitation	47 260	(33 500)	(4 039)	34 480	57 850	(40 542)	(13 701)	(2 990)
Résultat d'exploitation ajusté	64 370	(22 746)	7 751	44 798	70 805	(31 683)	(5 002)	15 964
Résultat net	31 236	(63 088)	26 267	13 820	69 965	(59 803)	(23 817)	10 548
Résultat net attribuable aux actionnaires	30 607	(64 314)	24 704	13 067	69 108	(61 155)	(24 952)	9 439
Résultat par action de base	0,79	(1,66)	0,64	0,34	1,82	(1,64)	(0,68)	0,26
Résultat par action dilué	0,79	(1,66)	0,64	0,34	1,82	(1,64)	(0,68)	0,26
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires	24 492	(53 607)	26 434	13 058	59 035	(53 394)	(25 333)	7 704
Résultat par action de base des activités poursuivies	0,63	(1,38)	0,68	0,34	1,56	(1,44)	(0,69)	0,21
Résultat par action dilué des activités poursuivies	0,63	(1,38)	0,68	0,34	1,55	(1,44)	(0,69)	0,21
Résultat net ajusté	39 419	(22 882)	(2 738)	26 886	44 648	(30 380)	(11 868)	2 523
Résultat net ajusté par action	1,02	(0,59)	(0,07)	0,70	1,18	(0,82)	(0,32)	0,07

SITUATION FINANCIÈRE, TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 juillet 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 470,1 millions \$, comparativement à 336,4 millions \$ au 31 octobre 2015. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 246,0 millions \$ à la fin du troisième trimestre de 2016 comparativement à 412,1 millions \$ au 31 octobre 2015. Notre état de la situation financière témoigne d'un fonds de roulement de 47,8 millions \$, soit un ratio de 1,05, par rapport à 80,4 millions \$ et un ratio de 1,09 au 31 octobre 2015.

L'actif total a augmenté de 54,3 millions \$ (3,6 %), passant de 1 513,8 millions \$ le 31 octobre 2015 à 1 568,0 millions \$ le 31 juillet 2016. Cette hausse est expliquée dans le tableau de la situation financière plus bas. Les capitaux propres ont diminué de 110,4 millions \$, passant de 537,3 millions \$ au 31 octobre 2015 à 426,9 millions \$ au 31 juillet 2016. Cette baisse découle de notre perte nette attribuable aux actionnaires de 76,7 millions \$, de la perte latente sur les couvertures de flux de trésorerie de 17,1 millions \$ et de la perte de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères de 11,3 millions \$.

FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 juillet			Périodes de neuf mois closes les 31 juillet		
	2016	2015	Écart	2016	2015	Écart
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	52 162	69 594	(17 432)	217 813	266 903	(49 090)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(18 089)	(4 975)	(13 114)	(42 774)	(39 360)	(3 414)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(751)	(4 751)	4 000	(8 870)	(7 489)	(1 381)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(3 815)	(778)	(3 037)	(10 091)	(1 203)	(8 888)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie liée aux activités poursuivies	29 507	59 090	(29 583)	156 078	218 851	(62 773)
Variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	19 872	14 926	4 946	11 759	(12 186)	23 945

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au cours du troisième trimestre, les activités d'exploitation liées aux activités poursuivies ont généré des flux de trésorerie de 52,2 millions \$, par rapport à 69,6 millions \$ en 2015. La diminution de 17,4 millions \$ survenue au cours du trimestre est principalement attribuable à une baisse de notre rentabilité de 23,4 millions \$ et à une baisse de 3,3 millions \$ de la variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués, compensées en partie par une hausse de 11,6 millions \$ de la variation nette des autres actifs et passifs opérationnels.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation liées aux activités poursuivies ont diminué de 49,1 millions \$, passant de 266,9 millions \$ en 2015 à 217,8 millions \$ en 2016. La diminution est attribuable à une baisse de notre rentabilité de 32,1 millions \$, une baisse de 27,5 millions \$ de la variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel et à une baisse de 14,2 millions \$ de la variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués, compensées en partie par une hausse de 24,6 millions \$ de la variation nette des autres actifs et passifs opérationnels.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement liées aux activités poursuivies ont atteint 18,1 millions \$ au cours du troisième trimestre, comparativement à 5,0 millions \$ en 2015, soit une augmentation de 13,1 millions \$. L'augmentation est principalement due à une augmentation de nos acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles de 15,6 millions \$. Ces acquisitions sont principalement liées à l'entretien et aux améliorations d'aéronefs, dus à la croissance de notre flotte par rapport à 2015. De plus, au cours du troisième trimestre de 2016, un dividende de notre société associée de 9,1 millions \$ a été reçu, comparativement à 6,7 millions \$ en 2015.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement liées aux activités poursuivies se sont élevés à 42,8 millions \$ comparativement à 39,4 millions \$ en 2015, soit une augmentation de 3,4 millions \$. Nos investissements en immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles ont augmenté de 9,9 millions \$ pour s'élever à 50,6 millions \$. Au cours de la période de neuf mois, nos acquisitions sont principalement liées à l'entretien, aux améliorations et aux équipements d'aéronefs, ainsi qu'aux équipements et logiciels informatiques. Nous avons également augmenté notre solde de trésorerie et équivalents de trésorerie réservés non courant de 1,6 million \$, par rapport à 5,4 millions \$ en 2015.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement liées aux activités poursuivies sont passés de 4,8 millions \$ pour le troisième trimestre 2015 à 0,8 million \$ en 2016, soit une diminution de 4,0 millions \$. L'utilisation des flux de trésorerie inférieure à 2015 découle principalement des rachats d'actions de 3,8 millions \$ effectués en 2015, par rapport à aucun durant le présent trimestre.

Pour la période de neuf mois, les activités de financement liées aux activités poursuivies ont utilisé des flux de trésorerie de 8,9 millions \$, comparativement à 7,5 millions \$ en 2015. L'utilisation des flux de trésorerie supérieure à 2015 découle principalement des rachats d'actions de 7,1 millions \$ effectués durant la période de neuf mois, par rapport à 5,1 millions \$ en 2015.

FLUX DE TRÉSorerIE LIÉS AUX ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Pour le trimestre, les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées ont généré des flux de trésorerie de 19,9 millions \$, par rapport à 14,9 millions \$ en 2015. L'augmentation découle principalement d'une hausse de la rentabilité de 3,7 millions \$. Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées ont généré des flux de trésorerie de 11,8 millions \$, par rapport à une utilisation de 12,2 millions \$ en 2015. L'augmentation des flux de trésorerie générés par les activités abandonnées résulte principalement d'une hausse de la rentabilité de 12,9 millions \$ et d'une hausse de la variation nette des autres actifs et passifs opérationnels de 7,0 millions \$.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Dans le tableau ci-après, les diminutions sont attribuables au reclassement des actifs et passifs de Transat France et de Tourgreece comme détenus en vue de la vente à l'état de la situation financière, ainsi qu'aux explications suivantes :

	31 juillet 2016 \$	31 octobre 2015 \$	Écart \$	Principales sources d'explication des écarts importants
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	470 065	336 423	133 642	Se reporter à la section Flux de trésorerie
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	246 044	412 099	(166 055)	Saisonnalité des opérations
Clients et autres débiteurs	100 174	129 223	(29 049)	Vente des voyageurs en France et en Grèce
Impôts sur le résultat à recevoir	46 598	16 900	29 698	Augmentation des impôts recouvrables compte tenu des pertes déductibles
Stocks	8 477	9 079	(602)	Aucun écart important
Charges payées d'avances	51 114	80 318	(29 204)	Vente des voyageurs en France et en Grèce
Instruments financiers dérivés	12 385	25 573	(13 188)	Arrivée à échéance de dérivés de change durant la période
Dépôts	40 500	58 901	(18 401)	Vente des voyageurs en France et en Grèce
Actifs détenus en vue de la vente	220 367	—	220 367	Vente des voyageurs en France et en Grèce
Actifs d'impôt différé	23 063	32 939	(9 876)	Vente des voyageurs en France et en Grèce
Immobilisations corporelles	137 608	133 502	4 106	Acquisitions de la période partiellement compensées par l'amortissement
Goodwill	65 010	99 527	(34 517)	Vente des voyageurs en France et en Grèce
Immobilisations incorporelles	46 607	79 863	(33 256)	Amortissement et dépréciation d'actifs de la période, partiellement compensées par les acquisitions
Placement dans une entreprise associée	99 216	97 897	1 319	Quote-part du résultat net d'une entreprise associée et écart de taux de change, compensés en partie par le dividende reçu
Autres actifs	797	1 520	(723)	Aucun écart important

	31 juillet 2016 \$	31 octobre 2015 \$	Écart \$	Principales sources d'explication des écarts importants
Passif				
Fournisseurs et autres créiteurs	349 355	355 656	(6 301)	Saisonnalité des opérations et écart de taux de change
Provision pour remise en état des aéronefs loués	43 071	42 962	109	Aucun écart important
Impôts sur le résultat à payer	618	1 431	(813)	Paiement des soldes dus
Dépôts de clients et revenus différés	440 418	489 622	(49 204)	Vente des voyageurs en France et en Grèce et saisonnalité des opérations
Instruments financiers dérivés	54 710	23 203	31 507	Variation défavorable du dollar par rapport à la devise américaine en regard des dérivés de change contractés
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	190 869	—	190 869	Vente des voyageurs en France et en Grèce
Autres passifs	59 890	52 026	7 864	Augmentation des avantages incitatifs reportés en lien avec la signature de nouveaux baux d'aéronefs
Passifs d'impôt différé	2 231	11 612	(9 381)	Diminution des impôts différés relatifs aux instruments financiers dérivés
Capitaux propres				
Capital-actions	213 924	218 134	(4 210)	Rachats d'actions nets des émissions sur le capital autorisé
Provision pour paiements fondés sur des actions	17 806	17 105	701	Charge liée aux paiements fondés sur des actions, nette des exercices d'options
Résultats non distribués	185 548	263 812	(78 264)	Résultat net
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie	(2 883)	14 960	(17 843)	Perte nette sur les instruments financiers désignés dans des couvertures de flux de trésorerie
Montant cumulé des écarts de change	11 441	23 241	(11 800)	Perte de change sur conversion des états financiers de filiales étrangères
Cumul des autres éléments du résultat global liés aux actifs détenus en vue de la vente	1 027	—	1 027	Vente des voyageurs en France et en Grèce

FINANCEMENT

Au 31 juillet 2016, la Société dispose de plusieurs types de financement. Elle dispose principalement d'une facilité de crédit à terme rotatif ainsi que de lignes d'émissions de lettres de crédit.

Le 19 février 2016, la Société a renouvelé son entente de crédit à terme rotatif de 50 millions \$ aux fins de ses opérations. Selon la nouvelle entente, qui vient à échéance en 2020, la Société peut augmenter le montant du crédit jusqu'à 100 millions \$, avec l'approbation des prêteurs. L'entente peut être prolongée d'un an à chaque date d'anniversaire sous l'approbation des prêteurs et devient immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, et ce sous réserve de certaines exceptions, et est aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOI (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Au 31 juillet 2016, tous les ratios et critères financiers étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

De plus, pour ses opérations, notre filiale Transat France a accès à des lignes de crédit non utilisées atteignant 10,0 millions € [14,6 millions \$].

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la Société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers intermédiaires consolidés condensés et d'autres par voie de notes aux états financiers. Au 31 juillet 2016, ainsi qu'au 31 octobre 2015, la Société n'avait aucune obligation présentée à l'état de la situation financière.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la Société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location simple

Les ententes hors bilan qui peuvent être estimées, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, s'élevaient à environ 725,2 millions \$ au 31 juillet 2016 (713,7 millions \$ au 31 octobre 2015) et se résument comme suit :

ENTENTES HORS BILAN (en milliers de dollars)	Au 31 juillet 2016 \$	Au 31 octobre 2015 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	31 188	36 838
Contrats de cautionnement	709	1 490
Contrats de location simple		
Obligations en vertu de contrats de location simple	693 309	675 385
	725 206	713 713

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location simple sont établis afin de permettre à la Société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

La Société dispose, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 75,0 millions \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 100 % du montant des lettres de crédit émises. Au 31 juillet 2016, un montant de 65,7 millions \$ était utilisé, dont 46,5 millions \$ pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction; ces lettres de crédit irrévocables sont détenues par un tiers fiduciaire. Dans l'éventualité d'un changement de contrôle, les lettres de crédit émises pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction seront levées.

De plus, la Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 35,0 millions \$. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 juillet 2016, un montant de 17,3 millions \$ était utilisé en vertu de cette facilité, et ce aux fins de l'émission de lettres de crédit à certains de nos fournisseurs de services.

Pour ses opérations françaises, la Société dispose de lignes de cautionnement pour 17,6 millions € (25,7 millions \$), dont 9,5 millions € étaient utilisés (13,8 millions \$).

Pour ses opérations françaises, la Société a aussi accès à des lignes de crédit bancaires afin d'émettre des lettres de crédit gagées par des dépôts. Au 31 juillet 2016, nous avons émis pour 2,7 millions € (3,9 millions \$).

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit pour ses opérations anglaises, d'une ligne de crédit bancaire gagées par des dépôts de 11,7 millions £ (20,2 millions \$), laquelle est pleinement utilisée.

Au 31 juillet 2016, le montant des ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, avait augmenté de 11,5 millions \$ par rapport au 31 octobre 2015. Cette augmentation découle principalement des ententes signées durant le

second trimestre pour la location de deux Airbus A330 et de trois Boeing 737-800. L'augmentation a été presque entièrement atténuée par les remboursements effectués durant la période.

Nous croyons que la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

La Société n'affiche aucune dette à l'état de la situation financière.

La dette totale de la Société s'élève à 646,4 millions \$, soit une hausse de 152,1 millions \$ comparativement au 31 octobre 2015. Cette hausse découle de l'ajout de Boeing 737 et d'Airbus A330 à notre flotte d'aéronefs.

La dette totale nette a augmenté de 18,4 millions \$, passant de 157,9 millions \$ au 31 octobre 2015 à 176,3 millions \$ au 31 juillet 2016. L'augmentation de notre dette totale nette découle de l'augmentation de notre dette totale, compensée en partie par des soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie plus élevés qu'en 2015.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 juillet 2016, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 2 septembre 2016, il y avait un total de 36 818 771 actions à droit de vote en circulation.

Depuis le 16 novembre 2015, les actions à droit de vote variable de catégorie A et les actions à droit de vote de catégorie B de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous un seul symbole, soit « TRZ ».

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 2 septembre 2016, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 2 650 377, dont 2 400 323 pouvaient être exercées.

AUTRES

FLOTTE

La flotte d'Air Transat compte actuellement quatorze Airbus A330 (332, 345 ou 375 sièges), neuf Airbus A310 (249 sièges), et sept Boeing 737-800 (189 sièges). De ce nombre, deux Airbus A330 et trois Boeing 737-800 sont entrés en service à l'été 2016.

Durant l'hiver 2016, la Société bénéficiait également d'ententes pour la location saisonnière de treize Boeing 737-800 (189 sièges) et de deux Boeing 737-700 (149 sièges).

RENOUVELLEMENT DE CONVENTIONS COLLECTIVES

Le 22 mars 2016, l'entente de principe survenue entre Air Transat et le syndicat des pilotes en vue du renouvellement de la convention collective échu le 30 avril 2015 a été approuvée par les pilotes. Le contrat de travail de 5 ans prend effet rétroactivement le 30 avril 2015.

Le 23 juillet 2016, l'entente de principe survenue entre Air Transat et le syndicat des agents de bord pour le renouvellement de la convention collective a été acceptée par les agents de bord. Le contrat de travail de 6 ans prend effet rétroactivement le 1^{er} novembre 2015.

PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Conformément à son offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités approuvée le 10 avril 2015, la Société était autorisée à racheter aux fins d'annulation un maximum de 2 274 921 actions à droit de vote variable de catégorie A et d'actions à droit de vote de catégorie B, représentant approximativement 10 % du flottant des actions à droit de vote variable de catégorie A et des actions à droit de vote de catégorie B émises et en circulation.

L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités avait pour but de permettre à la Société d'utiliser, selon les circonstances et d'une manière judicieuse, une partie des surplus de liquidités de la Société.

Les achats réalisés dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités ont été faits sur le marché libre par l'intermédiaire de la TSX en accord avec sa politique sur les offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités. Le prix payé par la Société pour le rachat des actions correspondait au prix du marché au moment de l'acquisition en plus, le cas échéant, des frais de courtage. Les achats ont pu commencer à partir du 15 avril 2015 et se sont terminés le 4 mars 2016.

Le 4 mars 2016, la Société a complété son programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités d'une durée de 12 mois lancé le 10 avril 2015; la Société a racheté jusqu'à cette date un total de 2 274 921 actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 16,5 millions \$. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2016, la société a racheté un total de 978 831 actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 7,1 millions \$.

MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La Société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a terminé le projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, en publiant l'IFRS 9, *Instruments financiers*. L'IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et introduit un modèle prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues de même qu'une approche revue en profondeur de la comptabilité de couverture.

Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une nouvelle approche qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers. La plupart des exigences de l'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers sont reprises dans l'IFRS 9. Cependant, dans le cadre de l'évaluation d'un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité sera présentée dans les autres éléments du résultat global [« AERG »] plutôt qu'à l'état du résultat.

L'IFRS 9 introduit aussi un modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun. Plus précisément, les entités devront comptabiliser les pertes de crédit attendues dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, et comptabiliser en temps opportun les pertes de crédit attendues sur leur durée de vie.

Enfin, l'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture ainsi que de nouvelles exigences en termes de divulgation d'informations sur les activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte importante de la comptabilité de couverture, qui permettra aux entités de mieux rendre compte de leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'application de l'IFRS 9 sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 15 – PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. L'IFRS 15 est une nouvelle norme qui énonce les étapes à suivre pour comptabiliser les produits, et le moment auquel il convient de le faire, et prévoit la présentation d'informations pertinentes et plus complètes. Le principe de base de l'IFRS 15 est qu'une entité doit comptabiliser ses revenus afin de refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. L'IFRS 15 remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que plusieurs interprétations relatives aux produits. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 16 – CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace l'IAS 17 *Contrats de location*. La location offre une source importante et flexible de financement pour de nombreuses entreprises. Toutefois, avec la norme actuelle, l'IAS 17, il est difficile d'obtenir une image précise des actifs et passifs liés aux contrats de location d'une entité. L'IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur, où tous les actifs et passifs liés aux contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière. Pour le bailleur, pratiquement toutes les exigences comptables actuelles demeurent.

L'application de l'IFRS 16 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2019, et l'application anticipée est permise dès l'application de la nouvelle norme IFRS 15 sur les revenus. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de la norme IFRS 16 sur ses états financiers.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates pour le 31 juillet 2016 la conception :

- des contrôles et des procédures de communication de l'information financière qui fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la Société et de ses filiales est dûment communiquée et que cette information est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation;
- du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) qui fournit, selon les critères établis du cadre de contrôle COSO 2013, l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la Société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au CIIF au cours du trimestre clos le 31 juillet 2016, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Été 2016 - Le marché transatlantique, au départ du Canada et de l'Europe, représente une portion très importante de l'activité de Transat durant la saison d'été. Pour la période d'août à octobre 2016, alors que la capacité totale est supérieure de 14 %, celle de la Société est supérieure de 8 %. À ce jour, les coefficients d'occupation de Transat sur ce marché sont inférieurs de 3,5 % à ceux de l'été 2015, 83 % de cette capacité est vendue et les prix des réservations prises sont inférieurs de 9,0 % à ceux enregistrés à pareille date en 2015. La baisse du coût du carburant combinée à la faiblesse du dollar canadien entraînera une baisse des charges opérationnelles de 4,6 % si le dollar demeure au niveau actuel en regard du dollar américain, de l'euro et de la livre, et si le prix du carburant demeure stable.

Sur le marché des destinations soleil au départ du Canada, où l'été représente la basse saison, l'offre de Transat est supérieure de 5 % à celle déployée à la même date l'an passé. À ce jour, 73 % de cette capacité est vendue, les coefficients d'occupation sont inférieurs de 4,2 % et les prix de vente sont similaires. La faiblesse du dollar canadien combinée à la baisse du coût du carburant entraînera une hausse des charges opérationnelles de 3,8 % si le dollar demeure au niveau actuel en regard du dollar américain, et si le prix du carburant demeure stable.

Quant aux activités abandonnées en France, les réservations moyen-courriers sont supérieures de 4 % et les réservations long-courriers sont supérieures de 8 % par rapport à l'an passé à la même date. Les prix de vente moyens sont cependant inférieurs de 3 %.

Dans la mesure où ces tendances se maintiennent, la Société prévoit au quatrième trimestre des résultats globaux inférieurs à ceux de l'an dernier, qui étaient parmi les meilleurs de son histoire.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2016 \$	Au 31 octobre 2015 \$
ACTIFS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie <i>[note 5]</i>	470 065	336 423
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 5]</i>	199 594	367 199
Clients et autres débiteurs	100 174	129 223
Impôts sur le résultat à recevoir	31 498	1 800
Stocks	8 477	9 079
Charges payées d'avance	51 114	80 318
Instruments financiers dérivés	10 612	25 277
Partie courante des dépôts	9 793	18 298
Actifs détenus en vue de la vente <i>[note 6]</i>	220 367	—
Actifs courants	1 101 694	967 617
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés <i>[note 5]</i>	46 450	44 900
Dépôts	30 707	40 603
Impôts sur le résultat à recevoir	15 100	15 100
Actifs d'impôt différé	23 063	32 939
Immobilisations corporelles	137 608	133 502
Goodwill	65 010	99 527
Immobilisations incorporelles	46 607	79 863
Instruments financiers dérivés	1 773	296
Placement dans une entreprise associée <i>[note 8]</i>	99 216	97 897
Autres actifs	797	1 520
Actifs non courants	466 331	546 147
	1 568 025	1 513 764
PASSIFS		
Fournisseurs et autres créditeurs	349 355	355 656
Partie courante de la provision pour remise en état des aéronefs loués	18 063	17 281
Impôts sur le résultat à payer	618	1 431
Dépôts de clients et revenus différés	440 418	489 622
Instruments financiers dérivés	54 612	23 188
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente <i>[note 6]</i>	190 869	—
Passifs courants	1 053 935	887 178
Provision pour remise en état des aéronefs loués <i>[note 9]</i>	25 008	25 681
Autres passifs <i>[note 11]</i>	59 890	52 026
Instruments financiers dérivés	98	15
Passifs d'impôt différé	2 231	11 612
Passifs non courants	87 227	89 334
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions <i>[note 12]</i>	213 924	218 134
Provision pour paiements fondés sur des actions	17 806	17 105
Résultats non distribués	185 548	263 812
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie	(2 883)	14 960
Montant cumulé des écarts de change	11 441	23 241
Cumul des autres éléments du résultat global liés aux actifs détenus en vue de la vente <i>[note 6]</i>	1 027	—
	426 863	537 252
	1 568 025	1 513 764

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

AVIS

Les auditeurs indépendants de la Société n'ont pas effectué un examen des états financiers intermédiaires condensés ci-joints

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2016	2015	2016	2015
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	\$	\$	\$	\$
Activités poursuivies				
Revenus	663 591	704 844	2 277 535	2 263 946
Charges d'exploitation				
Coûts liés à la prestation de services touristiques	239 269	253 926	1 141 407	1 091 958
Salaires et avantages du personnel	90 764	86 624	267 784	246 440
Carburant d'aéronefs	99 287	130 511	235 034	326 079
Entretien d'aéronefs	53 839	37 897	130 611	109 695
Loyer d'aéronefs	31 946	24 702	102 970	72 553
Frais d'aéroports et de navigation	37 192	33 734	93 648	83 730
Commissions	12 623	13 413	81 495	83 951
Autres	84 106	80 804	249 227	225 603
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(2 456)	(1 565)	(10 643)	(5 866)
Amortissement	12 111	10 318	35 335	32 862
Éléments spéciaux <i>[note 13]</i>	7 900	—	7 900	—
	666 581	670 364	2 334 768	2 267 005
Résultat d'exploitation	(2 990)	34 480	(57 233)	(3 059)
Coûts de financement	416	437	1 337	1 231
Revenus du financement	(1 676)	(1 921)	(5 403)	(5 932)
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	(13 922)	18 895	24 042	21 016
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires non courants	437	(1 236)	1 203	(2 348)
Perte sur cession d'une filiale <i>[note 4]</i>	—	—	843	—
Dépréciation d'actifs <i>[note 7]</i>	—	—	15 809	—
Résultat avant charge d'impôts	11 755	18 305	(95 064)	(17 026)
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	(2 461)	11 127	(24 280)	1 015
Différés	5 403	(6 633)	(3 739)	(7 468)
	2 942	4 494	(28 019)	(6 453)
Résultat net lié aux activités poursuivies	8 813	13 811	(67 045)	(10 573)
Activités abandonnées				
Résultat net lié aux activités abandonnées <i>[note 6]</i>	1 735	9	(5 645)	(12 428)
Résultat net de la période	10 548	13 820	(72 690)	(23 001)
Résultat net attribuable aux :				
Actionnaires	9 439	13 067	(76 668)	(26 543)
Participations ne donnant pas le contrôle	1 109	753	3 978	3 542
	10 548	13 820	(72 690)	(23 001)
Résultat par action des activités poursuivies <i>[note 12]</i>				
De base	0,21	0,34	(1,92)	(0,37)
Dilué	0,21	0,34	(1,92)	(0,37)
Résultat par action <i>[note 12]</i>				
De base	0,26	0,34	(2,08)	(0,69)
Dilué	0,26	0,34	(2,08)	(0,69)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2016	2015	2016	2015
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$
Résultat net lié aux activités poursuivies	8 813	13 811	(67 045)	(10 573)
Autres éléments du résultat global liés aux activités poursuivies:				
Éléments qui seront reclassés en résultat net				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	12 725	26 485	(48 763)	(38 128)
Reclassement en résultat net	(899)	7 706	25 363	57 149
Impôts différés	(3 102)	(8 884)	6 334	(4 460)
	8 724	25 307	(17 066)	14 561
Gain (perte) de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères	(200)	9 524	(11 262)	14 767
Total des autres éléments du résultat global liés aux activités poursuivies	8 524	34 831	(28 328)	29 328
Résultat global lié aux activités poursuivies	17 337	48 642	(95 373)	18 755
Résultat net lié aux activités abandonnées <i>[note 6]</i>	1 735	9	(5 645)	(12 428)
Autres éléments du résultat global liés aux activités abandonnées	1 118	4 755	(288)	4 964
Résultat global lié aux activités abandonnées	2 853	4 764	(5 933)	(7 464)
Résultat global de la période	20 190	53 406	(101 306)	11 291
Résultat global attribuable aux :				
Actionnaires	17 928	53 211	(105 063)	9 117
Participations ne donnant pas le contrôle	2 262	195	3 757	2 174
	20 190	53 406	(101 306)	11 291

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Cumul des autres éléments du résultat global							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital- actions	Provision pour paiements fondés sur des actions	Résultats non distribués	Profit latent sur les couvertures de flux de trésorerie	Montant cumulé des écarts de change	Cumul des AÉRG liés aux actifs détenus en vue de la vente	Total		
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 octobre 2014	224 679	15 444	227 872	11 712	3 239	—	482 946	—	482 946
Résultat net de la période	—	—	(26 543)	—	—	—	(26 543)	3 542	(23 001)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	13 672	21 988	—	35 660	(1 368)	34 292
Résultat global de la période	—	—	(26 543)	13 672	21 988	—	9 117	2 174	11 291
Émission sur le capital autorisé	736	—	—	—	—	—	736	—	736
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	1 335	—	—	—	—	1 335	—	1 335
Rachat d'actions	(4 118)	—	(947)	—	—	—	(5 065)	—	(5 065)
Dividendes	—	—	—	—	—	—	—	(3 160)	(3 160)
Reclassement du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(382)	(382)
Reclassement de l'écart de change lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(1 368)	—	(1 368)	1 368	—
	(3 382)	1 335	(947)	—	(1 368)	—	(4 362)	(2 174)	(6 536)
Solde au 31 juillet 2015	221 297	16 779	200 382	25 384	23 859	—	487 701	—	487 701
Résultat net de la période	—	—	69 108	—	—	—	69 108	857	69 965
Autres éléments du résultat global	—	—	(537)	(10 424)	(5 526)	—	(16 487)	4 908	(11 579)
Résultat global de la période	—	—	68 571	(10 424)	(5 526)	—	52 621	5 765	58 386
Émission sur le capital autorisé	237	—	—	—	—	—	237	—	237
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	326	—	—	—	—	326	—	326
Rachat d'actions	(3 400)	—	(959)	—	—	—	(4 359)	—	(4 359)
Dividendes	—	—	—	—	—	—	—	(1 061)	(1 061)
Autres variations du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(4 182)	—	—	—	(4 182)	4 182	—
Reclassement du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(3 978)	(3 978)
Reclassement de l'écart de change lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	4 908	—	4 908	(4 908)	—
	(3 163)	326	(5 141)	—	4 908	—	(3 070)	(5 765)	(8 835)
Solde au 31 octobre 2015	218 134	17 105	263 812	14 960	23 241	—	537 252	—	537 252
Résultat net de la période	—	—	(76 668)	—	—	—	(76 668)	3 978	(72 690)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(17 066)	(11 041)	(288)	(28 395)	(221)	(28 616)
Résultat global de la période	—	—	(76 668)	(17 066)	(11 041)	(288)	(105 063)	3 757	(101 306)
Émission sur le capital autorisé	893	—	—	—	—	—	893	—	893
Exercice d'options	577	(177)	—	—	—	—	400	—	400
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	878	—	—	—	—	878	—	878
Rachat d'actions	(5 680)	—	(1 427)	—	—	—	(7 107)	—	(7 107)
Dividendes	—	—	—	—	—	—	—	(3 056)	(3 056)
Activités abandonnées	—	—	—	(777)	(538)	1 315	—	—	—
Autres variations du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(169)	—	—	—	(169)	169	—
Reclassement du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(1 091)	(1 091)
Reclassement de l'écart de change lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(221)	—	(221)	221	—
	(4 210)	701	(1 596)	(777)	(759)	1 315	(5 326)	(3 757)	(9 083)
Solde au 31 juillet 2016	213 924	17 806	185 548	(2 883)	11 441	1 027	426 863	—	426 863

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2016	2015	2016	2015
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Résultat net lié aux activités poursuivies	8 813	13 811	(67 045)	(10 573)
Éléments opérationnels ne nécessitant pas de sorties (retrées) de fonds :				
Amortissement	12 111	10 318	35 335	32 862
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	(13 922)	18 895	24 042	21 016
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires non courants	437	(1 236)	1 203	(2 348)
Perte sur cession d'une filiale	—	—	843	—
Dépréciation d'actifs	—	—	15 809	—
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(2 456)	(1 565)	(10 643)	(5 866)
Impôts différés	5 403	(6 633)	(3 739)	(7 468)
Avantages du personnel	670	600	2 010	1 800
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	215	465	878	1 335
	11 271	34 655	(1 307)	30 758
Variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel	23 733	25 999	210 747	238 218
Variation nette des autres actifs et passifs opérationnels	11 674	124	8 264	(16 337)
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	5 484	8 816	109	14 264
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	52 162	69 594	217 813	266 903
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(27 238)	(11 681)	(50 573)	(40 646)
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	—	—	(1 550)	(5 420)
Contrepartie reçue pour une filiale cédée	—	—	200	—
Dividende reçu d'une entreprise associée	9 149	6 706	9 149	6 706
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(18 089)	(4 975)	(42 774)	(39 360)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Produit de l'émission d'actions	332	274	1 293	736
Rachat d'actions	—	(3 832)	(7 107)	(5 065)
Dividendes d'une filiale versés à un actionnaire sans contrôle	(1 083)	(1 193)	(3 056)	(3 160)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(751)	(4 751)	(8 870)	(7 489)
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(3 815)	(778)	(10 091)	(1 203)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie liée aux activités poursuivies	29 507	59 090	156 078	218 851
Variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées <i>[note 6]</i>	19 872	14 926	11 759	(12 186)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	454 881	441 536	336 423	308 887
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période <i>[note 5]</i>	504 260	515 552	504 260	515 552
Informations supplémentaires (présentées avec les activités opérationnelles)				
Impôts sur les bénéfices payés (récupérés)	857	(1 608)	8 385	22 959
Intérêts payés	124	116	401	238

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

[Les montants sont exprimés en milliers \$ canadiens, à l'exception des montants par action ou autrement spécifié] [non audités]

Note 1 RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Transat A.T. inc., [la « Société »], dont le siège social se trouve au 300 Léo-Pariseau, Montréal (Québec), Canada, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Depuis le 16 novembre 2015, les actions à droit de vote variable de catégorie A et les actions à droit de vote de catégorie B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto et sont négociées sous un seul symbole, soit « TRZ ».

La Société est une société intégrée spécialisée dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances dans le secteur touristique. Le cœur de son organisation est formé de voyagistes implantés au Canada et en Europe, lesquels sont intégrés verticalement avec ses autres services de transport aérien, de distribution, à travers un réseau dynamique d'agences de voyages, de services à valeur ajoutée offerts à destination et d'hôtellerie.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés de Transat A.T. inc. pour le trimestre clos le 31 juillet 2016 ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 7 septembre 2016.

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent, les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier.

Note 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés de la Société et de ses filiales ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière [« IFRS »], publiées par l'International Accounting Standards Board [« IASB »] et adoptées par le Conseil des normes comptables du Canada. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Sauf indication contraire, ces états financiers intermédiaires consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société. Chacune des entités de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont évalués à l'aide de cette monnaie fonctionnelle.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes correspondantes faisant partie du rapport annuel de la Société de l'exercice clos le 31 octobre 2015.

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation, au coût historique, sauf pour les actifs et passifs financiers classés sous « actifs / passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net » qui ont été évalués à la juste valeur.

Note 3 MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La Société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a terminé le projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, en publiant l'IFRS 9, *Instruments financiers*. L'IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et introduit un modèle prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues de même qu'une approche revue en profondeur de la comptabilité de couverture.

Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une nouvelle approche qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers. La plupart des exigences de l'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers sont reprises dans l'IFRS 9. Cependant, dans le cadre de l'évaluation d'un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité sera présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à l'état du résultat.

L'IFRS 9 introduit aussi un modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun. Plus précisément, les entités devront comptabiliser les pertes de crédit attendues dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, et comptabiliser en temps opportun les pertes de crédit attendues sur leur durée de vie.

Enfin, l'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture ainsi que de nouvelles exigences en termes de divulgation d'informations sur les activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte importante de la comptabilité de couverture, qui permettra aux entités de mieux rendre compte de leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'application de l'IFRS 9 sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 15 – PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. L'IFRS 15 est une nouvelle norme qui énonce les étapes à suivre pour comptabiliser les produits, et le moment auquel il convient de le faire, et prévoit la présentation d'informations pertinentes et plus complètes. Le principe de base de l'IFRS 15 est qu'une entité doit comptabiliser ses revenus afin de refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. L'IFRS 15 remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que plusieurs interprétations relatives aux produits. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 16 – CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace l'IAS 17 *Contrats de location*. La location offre une source importante et flexible de financement pour de nombreuses entreprises. Toutefois, avec la norme actuelle, l'IAS 17, il est difficile d'obtenir une image précise des actifs et passifs liés aux contrats de location d'une entité. L'IFRS 16 résout ce problème en introduisant un modèle unique de comptabilisation par le preneur, où tous les actifs et passifs liés aux contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière. Pour le bailleur, pratiquement toutes les exigences comptables actuelles demeurent.

L'application de l'IFRS 16 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2019, et l'application anticipée est permise dès l'application de la nouvelle norme IFRS 15 sur les revenus. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de la norme IFRS 16 sur ses états financiers.

Note 4 CESSIION D'UNE FILIALE

Le 1^{er} avril 2016, la Société a conclu la vente de sa filiale Travel Superstore, qui exploite le site web tripcentral.ca et 27 agences de voyages. La contrepartie totale en trésorerie s'est établie à 300 \$ et la valeur comptable des actifs nets cédés s'établissait à 1 312 \$, ce qui a donné lieu à un renversement des résultats non distribués de 169 \$ et une perte sur cession d'une filiale de 843 \$.

Note 5 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 31 juillet 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 159 599 \$ [310 883 \$ au 31 octobre 2015] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus ou pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec les ententes commerciales de la Société avec certains fournisseurs de services de traitement de carte de crédit. De plus, elle inclut 86 445 \$, dont 46 450 \$ est présenté hors de l'actif à court terme, [101 216 \$ au 31 octobre 2015, dont 44 900 \$ hors de l'actif à court terme] qui était cédé en nantissement de lettres de crédit.

Pour les fins des tableaux consolidés des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se présentent comme suit au 31 juillet 2016 :

	Au 31 juillet 2016
	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies	470 065
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités abandonnées	34 195
Trésorerie et équivalents de trésorerie	504 260

Note 6 ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 12 janvier 2016, la Société a annoncé la mise en place d'un processus visant à susciter des manifestations d'intérêt en provenance de tierces parties, pouvant éventuellement mener à la vente de certains actifs détenus par la Société à l'extérieur du Canada, soit ses opérations de voyageur en France et en Grèce.

Le 11 mai 2016, la Société a annoncé avoir reçu de TUI AG, le chef de file du tourisme dans le monde, une offre ferme pour l'achat de ses opérations de voyageur en France (Transat France) et en Grèce (Tourgreece) pour une valeur d'entreprise de 54 500 € (79 706 \$), sous réserve d'ajustements liés au fonds de roulement au moment de la clôture. La transaction projetée est sujette à l'approbation des autorités réglementaires européennes en matière de concurrence. Elle était également sujette à l'obtention d'un avis consultatif du Comité d'entreprise de Transat France, comme le veut la Loi française, qui a été obtenu au cours du troisième trimestre. La clôture devrait survenir d'ici le 31 octobre 2016.

Au 31 juillet 2016, la Société était engagée dans un plan de vente pour des actifs totalisant 220 367 \$ et des passifs correspondants totalisant 190 869 \$. Les actifs ont été reclassés dans les actifs détenus en vue de la vente et les passifs correspondants dans les passifs détenus en vue de la vente dans les états consolidés de la situation financière. Les actifs ont été évalués au moindre de la valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Aucune perte ne découle de la réévaluation des actifs destinés à la vente.

Le résultat net lié aux activités abandonnées est entièrement attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société et se détaille comme suit :

	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2016	2015	2016	2015
	\$	\$	\$	\$
Revenus	213 607	215 279	498 377	463 256
Charges d'exploitation et autres charges	209 645	215 452	504 611	481 882
Résultat avant charge d'impôts	3 962	(173)	(6 234)	(18 626)
Charge (récupération) d'impôts sur les bénéfices	2 227	(182)	(589)	(6 198)
Résultat net de la période lié aux activités abandonnées	1 735	9	(5 645)	(12 428)

Le résultat par action de base et dilué des activités abandonnées se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2016	2015	2016	2015
	\$	\$	\$	\$
Résultat par action des activités abandonnées				
De base	0,05	—	(0,15)	(0,32)
Dilué	0,05	—	(0,15)	(0,32)

La variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2016 \$	2015 \$	2016 \$	2015 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	20 768	15 754	15 096	(9 141)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 319)	(2 031)	(3 443)	(3 770)
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	423	1 203	106	725
Variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	19 872	14 926	11 759	(12 186)

Note 7 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Conformément aux méthodes comptables adoptées par la Société, les actifs intangibles à durée de vie indéterminée doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel au 30 avril et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable a pu se déprécier. La dépréciation est calculée en évaluant la valeur recouvrable de chaque actif, unité génératrice de trésorerie (« UGT ») ou groupe d'UGT. Si la valeur recouvrable de l'actif, de l'UGT ou groupe d'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée.

La dépréciation d'actifs se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2016 \$	2015 \$	2016 \$	2015 \$
Immobilisations incorporelles				
Marques de commerce	—	—	15 809	—

La valeur comptable totale du goodwill et des marques de commerce répartie à chaque UGT se présente comme suit :

	Au 31 juillet 2016		Au 31 octobre 2015	
	Goodwill \$	Marques de commerce \$	Goodwill \$	Marques de commerce \$
Canada - Royaume-Uni - Pays-Bas	65 010	4 643	67 537	22 041
France [note 6]	—	—	21 016	—
Autres* [note 6]	—	—	10 974	—
Valeur comptable nette	65 010	4 643	99 527	22 041

* UGT individuelles multiples

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La Société a effectué un test de dépréciation au 30 avril 2016 afin de déterminer si la valeur comptable des marques de commerce était supérieure à leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est déterminée en fonction de la valeur d'utilité au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés. La Société établit des prévisions de flux de trésorerie d'après les budgets annuels approuvés les plus récents et d'après les plans triennaux des activités pertinentes. Les prévisions de flux de trésorerie tiennent compte du risque lié à chaque actif, ainsi que des indicateurs économiques les plus récents. Les prévisions de flux de trésorerie pour une période supérieure à trois ans sont extrapolées selon des taux de croissance nuls. Les prévisions de flux de trésorerie utilisées tiennent également compte des incidences liées à la mise en œuvre de la stratégie

intégrée de la Société en matière de distribution et de marque qui vise à déployer davantage la marque Transat, et ainsi diminuer l'utilisation certaines marques de commerce détenues par la Société.

À la suite de la mise en place de sa nouvelle plateforme de réservation qui favorise l'achat de sièges pour les voyageurs européens directement chez Air Transat plutôt que par le biais de sa filiale anglaise, la Société a conclu que la valeur recouvrable de la marque de commerce Canadian Air, déterminée en fonction de la valeur d'utilité, était inférieure à sa valeur comptable en raison d'une baisse des revenus et de la profitabilité générée par cette marque de commerce. Par conséquent, la Société a enregistré une charge de dépréciation de 9 726 \$.

La mise en œuvre de la stratégie intégrée de la Société visant à déployer davantage la marque Transat résultera en l'abandon de la marque Vacances Tours Mont-Royal (« TMR ») que la Société utilise dans la vente de forfaits sud au départ du Canada. Puisque cette marque n'est plus utilisée, la Société a enregistré une charge de dépréciation de 4 483 \$, qui correspond à sa valeur comptable.

Toujours dans la foulée de la mise en œuvre de la stratégie de la Société en matière de distribution et de marque qui vise à déployer davantage la marque Transat, la Société est en train de changer les bannières de ses agences détenues en propre Marlin Travel pour Voyages Transat. À la suite de ces changements, la Société a conclu que la valeur recouvrable de la marque de commerce Marlin Travel, déterminée en fonction de la valeur d'utilité, était inférieure à sa valeur comptable en raison d'une baisse des revenus et de la profitabilité générée par cette marque de commerce. Par conséquent, la Société a enregistré une charge de dépréciation de 1 600 \$.

Au 30 avril 2016, les taux d'actualisation après impôts utilisés pour les tests de dépréciation des marques de commerce se situent entre 10,3 % et 18,0 % [10,3 % au 30 avril 2015].

Le 30 avril 2016, si le taux d'actualisation après impôts utilisé pour les tests de dépréciation avait été supérieur de 1 %, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, une charge de dépréciation supplémentaire de 200 \$ aurait été requise.

Le 30 avril 2016, si les flux de trésorerie utilisés pour les tests de dépréciation avaient été inférieurs de 10 %, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, une charge de dépréciation supplémentaire de 300 \$ aurait été requise.

GOODWILL

La Société a effectué un test de dépréciation au 30 avril 2016 afin de déterminer si la valeur comptable des UGT était supérieure à leur valeur recouvrable. La Société n'a relevé aucune dépréciation du goodwill.

La valeur recouvrable est déterminée en fonction de la valeur d'utilité au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés. La Société établit des prévisions de flux de trésorerie d'après les budgets annuels approuvés les plus récents et les plans triennaux des activités pertinentes. Les prévisions de flux de trésorerie tiennent compte du risque lié à chaque UGT, ainsi que des indicateurs économiques les plus récents. Les prévisions de flux de trésorerie pour une période supérieure à trois ans sont extrapolées selon des taux de croissance estimés qui ne dépassent pas les taux de croissance à long terme moyens des marchés visés.

Au 30 avril 2016, le taux d'actualisation après impôts utilisé pour les tests de dépréciation des différents UGT était de 10,1 % [10,3 % au 30 avril 2015]. Le taux de croissance perpétuel utilisé aux fins des tests de dépréciation s'établissait à 1 % au 30 avril 2016 [1 % au 30 avril 2015].

Le 30 avril 2016, si le taux d'actualisation après impôts utilisé pour les tests de dépréciation avait été supérieur de 1 %, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, aucune charge de dépréciation n'aurait été requise.

Le 30 avril 2016, si le taux de croissance à long terme utilisé pour les tests de dépréciation avait été inférieur de 1 %, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, aucune charge de dépréciation n'aurait été requise.

Le 30 avril 2016, si les flux de trésorerie utilisés pour les tests de dépréciation avaient été inférieurs de 10 %, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, aucune charge de dépréciation n'aurait été requise.

Au 31 juillet 2016, aucun indicateur ne porte à croire que les conclusions du test pourraient être modifiées depuis le 30 avril 2016.

Note 8 PLACEMENT DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

La variation de la participation dans une entreprise associée, Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2015	97 897
Quote-part du résultat net	10 643
Dividende reçu	(9 149)
Écart de conversion	(175)
Solde au 31 juillet 2016	99 216

Le placement dans CIBV a été converti au taux CAD/USD de 1,3041 au 31 juillet 2016 [1,3083 au 31 octobre 2015].

Note 9 PROVISION POUR REMISE EN ÉTAT DES AÉRONEFS LOUÉS

La provision pour remise en état des aéronefs loués est liée à l'obligation d'entretien des aéronefs loués et aux pièces de rechange utilisées par le transporteur aérien de la Société dans le cadre des contrats de location simple. La variation de la provision pour remise en état des aéronefs loués pour les trimestres clos les 31 juillet se détaille comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2015	42 962
Provisions supplémentaires	6 892
Montants imputés à la provision	(9 238)
Montants inutilisés repris	(3 029)
Solde au 30 avril 2016	37 587
Provisions supplémentaires	7 472
Montants imputés à la provision	(1 988)
Solde au 31 juillet 2016	43 071
Provisions courantes	18 063
Provisions non courantes	25 008
Solde au 31 juillet 2016	43 071

	\$
Solde au 31 octobre 2014	36 312
Provisions supplémentaires	9 314
Montants imputés à la provision	(3 866)
Solde au 30 avril 2015	41 760
Provisions supplémentaires	9 415
Montants imputés à la provision	(599)
Solde au 31 juillet 2015	50 576
Provisions courantes	21 949
Provisions non courantes	28 627
Solde au 31 juillet 2015	50 576

Note 10 DETTE À LONG TERME

Le 19 février 2016, la Société a renouvelé son entente de crédit à terme rotatif de 50 000 \$ pour les fins de ses opérations. Selon la nouvelle entente, qui vient à échéance en 2020, la Société peut augmenter le montant du crédit jusqu'à 100 000 \$, avec l'approbation des prêteurs. L'entente peut être prolongée d'un an à chaque date d'anniversaire sous l'approbation des prêteurs et devient immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, et ce sous réserve de certaines exceptions, et est aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Au 31 juillet 2016, tous les ratios et critères financiers étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 75 000 \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 100 % du montant des lettres de crédit émises. Au 31 juillet 2016, un montant de 65 727 \$ était utilisé [66 943 \$ au 31 octobre 2015] dont 46 450 \$ pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction; ces lettres de crédit irrévocables sont détenues par un tiers fiduciaire. Dans l'éventualité d'un changement de contrôle, les lettres de crédit émises pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction seront levées.

Des crédits d'exploitation totalisant 10 000 € (14 566 \$) [10 000 € (14 446 \$) au 31 octobre 2015] ont été accordés pour les opérations françaises de la Société. Ces crédits d'exploitation sont renouvelables annuellement et étaient inutilisés au 31 juillet 2016 et au 31 octobre 2015.

Note 11 AUTRES PASSIFS

	Au 31 juillet 2016 \$	Au 31 octobre 2015 \$
Avantages du personnel	36 730	39 265
Avantages incitatifs reportés	23 160	12 761
Participations ne donnant pas le contrôle	30 641	32 800
	90 531	84 826
Moins les participations ne donnant pas le contrôle incluses dans les Fournisseurs et autres créditeurs	(30 641)	(32 800)
	59 890	52 026

Note 12 CAPITAUX PROPRES

CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ

ACTIONS À DROIT DE VOTE VARIABLE DE CATÉGORIE A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la Loi sur les transports au Canada [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée excède 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de

vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la Société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue ou contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

ACTIONS À DROIT DE VOTE DE CATÉGORIE B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la Société. Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

CAPITAL-ACTIONS ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	\$
Solde au 31 octobre 2014	38 741 527	224 679
Émission de la trésorerie	108 010	736
Rachat et annulation d'actions	(709 728)	(4 118)
Solde au 31 juillet 2015	38 139 809	221 297
Émission de la trésorerie	37 300	237
Rachat et annulation d'actions	(586 362)	(3 400)
Solde au 31 octobre 2015	37 590 747	218 134
Émission de la trésorerie	131 194	893
Exercice d'options	59 890	577
Rachat et annulation d'actions	(978 831)	(5 680)
Solde au 31 juillet 2016	36 803 000	213 924

Le 10 avril 2015, la Société a annoncé avoir reçu les approbations réglementaires requises afin de procéder à une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités pour une période de 12 mois.

Conformément à son offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, la Société était autorisée à racheter aux fins d'annulation un maximum de 2 274 921 actions à droit de vote variable de catégorie A et d'actions à droit de vote de catégorie B, représentant approximativement 10 % du flottant des actions à droit de vote variable de catégorie A et des actions à droit de vote de catégorie B émises et en circulation.

Le 4 mars 2016, la Société a complété son programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités d'une durée de 12 mois lancé le 10 avril 2015; la Société a racheté jusqu'à cette date un total de 2 274 921 actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 16 531 \$. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2016, la Société a racheté 978 831 actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 7 107 \$.

Au 31 juillet 2016, le nombre d'actions de catégorie A et de catégorie B s'élevait respectivement à 2 523 735 et à 34 279 265 [à 1 410 985 et à 36 179 762 au 31 octobre 2015].

Depuis le 16 novembre 2015, les actions à droit de vote variable de catégorie A et les actions à droit de vote de catégorie B de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous un seul symbole, soit « TRZ ». Le changement n'implique aucune modification des statuts de la Société, de ses règlements ou de la structure de son capital. Ce changement n'a également pas d'effet sur les restrictions au droit de vote et au droit de propriété et sur les conditions rattachées aux actions à droit de vote variable de catégorie A et aux actions à droit de vote de catégorie B.

OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2015	2 741 856	11,81
Exercées	(59 890)	6,68
Annulées	(29 589)	12,32
Solde au 31 juillet 2016	2 652 377	11,92
Options pouvant être exercées au 31 juillet 2016	2 402 323	12,09

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action et le résultat dilué par action ont été calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2016	2015	2016	2015
[en milliers, sauf les montants par action]	\$	\$	\$	\$
NUMÉRATEUR				
Résultat net attribuable aux actionnaires	9 439	13 067	(76 668)	(26 543)
Résultat net lié aux activités abandonnées	1 735	9	(5 645)	(12 428)
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires	7 704	13 058	(71 023)	(14 115)
DÉNOMINATEUR				
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation	36 571	38 384	36 925	38 630
Effet des titres dilutifs				
Options d'achat d'actions	107	112	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du résultat dilué par action	36 678	38 496	36 925	38 630
Résultat par action				
De base	0,26	0,34	(2,08)	(0,69)
Dilué	0,26	0,34	(2,08)	(0,69)
Résultat par action tiré des activités poursuivies				
De base	0,21	0,34	(1,92)	(0,37)
Dilué	0,21	0,34	(1,92)	(0,37)

Aux fins du calcul du résultat dilué par action pour le trimestre clos le 31 juillet 2015, 2 112 538 options d'achat d'actions en circulation [2 202 967 options d'achat d'actions pour le trimestre clos le 31 juillet 2015] ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen de la Société.

Étant donnée la perte enregistrée au cours des périodes de neuf mois closes les 31 juillet 2016 et 2015, les 2 652 377 et 2 785 839 options d'achat d'actions en circulation, respectivement, ont été exclues du calcul en raison de leur effet antidilutif.

Note 13 ÉLÉMENTS SPÉCIAUX

Les éléments spéciaux incluent la charge de restructuration, les paiements forfaitaires liés à des conventions collectives et les autres éléments inhabituels importants. Durant le trimestre terminé le 31 juillet 2016, des paiements forfaitaires liés au renouvellement de la

convention collective avec les agents de bord de 4 200 \$ ont été comptabilisés, auxquels s'ajoute une charge de restructuration de 3 700 \$, composée de prestations de cessation d'emploi, principalement en lien avec la fermeture de centres d'appels, dont un montant de 1 605 \$ était impayé au 31 juillet 2016 et inclus dans les créiteurs et charges à payer.

Note 14 GARANTIES

Dans le cours normal de ses affaires, la Société a conclu des ententes, dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations, telles que des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la Société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements, tels que la non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, la perte ou l'endommagement de biens, les réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et le passif environnemental.

Les notes 6, 15, 16, 22 et 23 des états financiers de l'exercice terminé le 31 octobre 2015 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la Société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la Société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la Société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La Société a signé des contrats de cautionnement avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces contrats de cautionnement, la Société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces contrats sont généralement émis pour un an et sont renouvelables.

La Société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients, à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la Société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 juillet 2016, le montant total de ces garanties non gagées par des dépôts s'élevait à 709 \$. Il ne s'est jamais produit que la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 31 juillet 2016, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

FACILITÉ DE CRÉDIT IRRÉVOCABLE NON GAGÉE PAR DES DÉPÔTS

La Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 35 000 \$. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 juillet 2016, un montant de 17 284 \$ était utilisé en vertu de cette facilité.

Pour ses opérations en Europe, la Société dispose de facilités de cautionnement renouvelables annuellement au montant de 17 620 € [25 665 \$]. Au 31 juillet 2016, des lettres de cautionnement étaient émises pour un total de 9 545 € [13 904 \$].

Note 15 INFORMATIONS SECTORIELLES

La Société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur opérationnel, à savoir les voyages vacances. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la Société exerce ses activités poursuivies principalement en Amérique. Le produit des activités ordinaires ainsi que les actifs non courant hors Amérique ne sont pas significatifs. Ainsi, les états consolidés des résultats et les états consolidés de la situation financière incluent toutes les informations requises.

